

Lâ??Ã©pidÃ©mie de coronavirus au temps de lâ??apartheid

Description

Alors que le monde appelle Ã la solidaritÃ©, les Palestiniens nâ??en espÃ©rent aucune de leurs occupants.

Par Osama Tanous, 24 mars 2020



Des travailleurs palestiniens se prÃ©parent Ã dÃ©sinfecter des mosquÃ©es et des Ã©glises Ã titre de mesure prÃ©ventive contre le coronavirus Ã Ramallah, en Cisjordanie occupÃ©e, le 7 mars 2020. [AP/Majdi Mohammed]

Alors le nombre de contaminations et de morts par le COVID-19 se multiplie chaque jour, il y a eu des appels croissants dans le monde entier pour que les gens montrent leur solidaritÃ© mutuelle et prennent soin les uns des autres. Pourtant, pour le gouvernement israÃ©lien, il nâ??y a aucune solidaritÃ©.

DÃ©s que les premiÃ©res contaminations par [le coronavirus](#) ont Ã©tÃ© dÃ©tectÃ©es, les autoritÃ©s israÃ©liennes ont montrÃ© quâ??elles nâ??avaient aucune intention de relÃ¢cher lâ??apartheid pour garantir que les Palestiniens soient capables de faire face Ã lâ??Ã©pidÃ©mie dans des conditions plus humaines.

La rÃ©pression a continuÃ©, les forces dâ??occupation israÃ©liennes utilisant lâ??excuse dâ??une prÃ©sence policiÃ©re accrue pour poursuivre leurs [raids](#) sur certaines communautÃ©s, comme le quartier Issawiya Ã JÃ©rusalem Est, les dÃ©molitions de maisons dans des endroits comme le village de Kafr Qasim et la destruction de cultures dans les communautÃ©s bÃ©douines du dÃ©sert du NÃ©guev.

MalgrÃ© quatre prisonniers palestiniens testÃ©s positifs pour le COVID-19, le gouvernement israÃ©lien a jusquâ??Ã prÃ©sent refusÃ© de relÃ¢cher les 5000 [Palestiniens](#) (dont 180 enfants) quâ??il retient actuellement dans ses geÃ©les. Et il nâ??y a aucun signe que le siÃ©ge dÃ©bilitant de la Bande de Gaza, qui a dÃ©cimÃ© ses services publics, soit bientÃ¢t levÃ©.

Le Premier ministre israÃ©lien Benjamin Netanyahu essaie aussi dâ??exclure la Liste unifiÃ©e, principalement palestinienne, de la formation dâ??un gouvernement dâ??union de crise pour sâ??attaquer Ã lâ??Ã©pidÃ©mie, qualifiant ses membres de Â« [supporters du terrorisme](#) Â».

En mÃªme temps, les autoritÃ©s israÃ©liennes ont fait vite pour dÃ©peindre les Palestiniens comme des porteurs du virus et une menace Ã la santÃ© publique.

DÃ©but mars, comme le ministÃ©re palestinien de la SantÃ© a annoncÃ© que les sept premiers cas de coronavirus (qui provoque le COVID-19) avaient Ã©tÃ© confirmÃ©s dans le territoire palestinien

occupé, le ministre israélien de la Défense, Naftali Bennett, a rapidement fermé la ville de Bethlém, où tous les cas étaient situés.

Bien sûr, son souci n'était pas la santé et la sécurité des Palestiniens de la ville, mais plutôt la menace qu'ils infectent les Israéliens. La colonie voisine de Efrat qui avait aussi confirmé des contaminations, bien sûr, n'a pas été mise en confinement à ce moment.

Peu après, le ministre de la Santé a publié une déclaration recommandant aux Israéliens de ne pas [entrer](#) dans les territoires palestiniens occupés.

Puis, la semaine dernière, Netanyahu a demandé au « [public arabophone](#) » de suivre les instructions du ministre de la Santé, en disant qu'il y avait un problème de respect des règles chez les Palestiniens. Aucune inquiétude analogue n'a été exprimée à propos de certains membres de la population juive d'Israël, qui ont catégoriquement [refusé](#) de fermer des écoles religieuses et des commerces.

Cette attitude envers les Palestiniens n'est bien sûr pas nouvelle. Les [écrits](#) des premiers colons sionistes européens sont remplis de préjugés racistes sur l'hygiène et les conditions de vie arabes, et la menace d'une maladie venant de la population palestinienne a été une des premières justifications pour l'apartheid.

En dehors de la répression et de la discrimination, qui durent depuis des décennies, les Palestiniens seront confrontés pendant l'épidémie de COVID-19 à une autre conséquence de l'occupation et de l'apartheid : un système de santé détruit.

Les racines de ce dysfonctionnement remontent à la période de la Palestine mandataire pendant laquelle les Britanniques [détouragèrent](#) la formation d'un secteur de santé dirigé par les Palestiniens. La population palestinienne (surtout sa partie urbaine) bénéficiait de plusieurs hôpitaux mis en place par les colonialistes britanniques, ainsi que d'établissements de santé établis par divers missionnaires occidentaux. Au même moment, les colons juifs eurent l'autorisation de mettre en place leur propre système de soins, subventionné grâce au renforcement de l'étranger et dirigé indépendamment du mandat.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, quelques missionnaires partirent et fermèrent leurs cliniques, et, après 1948, les Britanniques se retirèrent, laissant derrière eux une infrastructure de soins en mauvais état. En 1949, l'Égypte annexa Gaza. L'année suivante, la Jordanie fit de même avec la Cisjordanie. Pendant les 17 années suivantes, Le Caire et Amman fournirent des soins à la population palestinienne vivant sous leurs régimes, mais ils n'établirent pas réellement un système de soins performant.

L'UNRWA est l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient : a dû intensifier ses services, en fournissant des soins de base, pendant que les Palestiniens commençaient à construire un réseau d'établissements caritatifs de soins.

Après la guerre de 1967 et l'occupation israélienne de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie, Israël en tant que puissance occupante devint juridiquement responsable des soins des Palestiniens, mais, sans surprise, ne fit rien pour encourager le développement d'un secteur de santé

robuste. Pour illustrer mon point : en 1975, le budget alloué à la santé en Cisjordanie était [plus petit](#) que celui d'un seul hôpital israélien pour une année.

En 1994, l'Autorité palestinienne fut créée et prit en charge la prestation des services. Il va sans dire que l'occupation continue et le fait que le budget de l'Autorité était dépendant de donateurs étrangers et des caprices du gouvernement israélien, ainsi que la corruption des responsables de l'Autorité, n'ont pas permis au secteur de santé palestinien de s'améliorer.

Conséquence, si vous deviez entrer dans un hôpital palestinien de Cisjordanie aujourd'hui, vous seriez frappé par la surpopulation de malades, la pénurie de fournitures, l'équipement inadéquat, une infrastructure et un système sanitaire de qualité inférieure. Les professionnels de médecine ont protesté de nombreuses reprises contre les médiocres conditions de travail dans leurs hôpitaux, en particulier récemment cette année en février, mais sans effet.

Avec seulement 1,23 lit pour 1000 personnes, 2550 médecins en exercice, moins de 20 spécialistes de soins intensifs et moins de 120 respirateurs dans tous les hôpitaux publics, la Cisjordanie occupée fait face à un désastre de santé publique si les autorités ne contiennent pas l'expansion du COVID-19.

La situation en Cisjordanie peut sembler sinistre, mais celle de la Bande de Gaza est tout simplement catastrophique. Les Nations Unies ont annoncé que la Bande sera invivable en 2020. Nous y sommes maintenant et les résidents de la Bande de Gaza – en plus de conditions de vie inhumaines – sont de plus confrontés à une épidémie de COVID-19, les premiers cas ayant été [confirmés](#) le 21 mars.

Le blocus de Gaza imposé par Israël, l'Égypte et l'Autorité palestinienne a amené son système de soins à un point d'effondrement. Cela s'est amplifié par les cycles de destructions des établissements de santé et de lentes tentatives de reconstruction, suivant des offensives militaires répétées et à grande échelle de l'armée israélienne.

La population de Gaza est déjà confrontée à des conditions désastreuses : le taux de chômage est de 44% (61 % chez les jeunes) ; 80% de la population dépend d'une forme ou d'une autre de l'aide étrangère ; 97% de l'eau n'est pas potable ; et 10% des enfants ont un retard de croissance à cause de la malnutrition.

L'offre de soins est en déclin constant. Selon l'ONG Medical Aid for Palestinians [Aide médicale pour les Palestiniens], depuis l'année 2000, « il y a eu une chute dans le nombre de lits d'hôpital (de 1, 8 à 1, 58 par millier d'habitants), de médecins (de 1, 68 à 1, 42) et d'infirmières (de 2, 09 à 1, 98), conduisant à une surpopulation et à une réduction de la qualité des services ». L'interdiction par Israël de l'importation de technologie qui aurait un « usage dual » possible a restreint l'achat d'équipement, comme les scanners à rayons X et les fluoroscopes médicaux.

Les coupures de courant régulières menacent la vie de milliers de patients dépendant d'appareils médicaux, y compris celle de bébés dans des couveuses. Les hôpitaux manquent pour environ 40% de médicaments essentiels et il y a des réserves inadéquates de fournitures médicales de base, comme des seringues ou de la gaze. La décision du gouvernement de Trump

en 2018 de mettre fin à la subvention américaine à l'UNRWA a aussi affecté la capacité de l'agence à [fournir](#) des soins et à permettre aux médecins d'accomplir des opérations chirurgicales complexes à Gaza.

Les limites du système de soins de Gaza ont été testées en 2018 pendant la Grande Marche du retour, quand les soldats israéliens ont ouvert massivement le feu sur des Palestiniens non-armés manifestant prônant la clôture séparant la Bande de Gaza du territoire israélien. Pendant cette période, les hôpitaux ont été submergés de blessés et de morts et pendant des mois ils ont [lutté](#) pour fournir des soins corrects aux milliers de personnes blessées à balles réelles, dont beaucoup ont été handicapées de manière permanente.

La Bande de Gaza est l'une des zones les plus densément peuplées du monde qui souffre aussi de problèmes sévères d'eau et d'infrastructure sanitaire. Il est clair qu'empêcher le COVID-19 de s'étendre sera presque impossible. Il est aussi clair que la population, qui est déjà accablée par la malnutrition, par un taux élevé de handicaps (dus aux attaques israéliennes) et par la détresse psychologique causée par la guerre et les épreuves, sera d'autant plus vulnérable au virus. Beaucoup vont mourir et le système de soins va probablement s'effondrer.

Donc alors que la Cisjordanie et Gaza font face à des catastrophes de santé potentielles au milieu d'une épidémie imminente de COVID-19, la question est : que va faire Israël ? Donnera-t-il aux Palestiniens accablés son système de soins ? Arrêtera-t-il au moins de bloquer l'aide médicale étrangère ?

Une récente [vidéo](#) devenue virale sur les réseaux sociaux palestiniens peut nous donner la réponse. Dans celle-ci, on voit un fermier palestinien ayant de grandes difficultés à respirer, sur le bord d'une route, à un checkpoint israélien près du village de Beit Sira. Son employeur israélien avait appelé la police israélienne en le voyant sévèrement malade, soupçonnant qu'il avait le virus. La police est allée le prendre et l'a abandonné au checkpoint.

Des décennies de régime colonial, l'occupation militaire et des attaques mortelles répétées ont appris aux Palestiniens à ne pas attendre aucune « solidarité » du gouvernement d'apartheid israélien. Ici, comme dans des crises antérieures, ils s'en sortiront grâce à leur proverbiale sumud (ténacité).

Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la ligne éditoriale d'Al Jazeera.

Sur l'auteur

[Osama Tanous](#) est un médecin basé à Haïfa et un étudiant en Master de santé publique.

Traduction : CG pour l'Agence Média Palestine

Source : [Al Jazeera](#)

date créée
2020/04/02